

Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 70 (1979)

Heft: 2

Rubrik: Pressespiegel = Reflets de presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

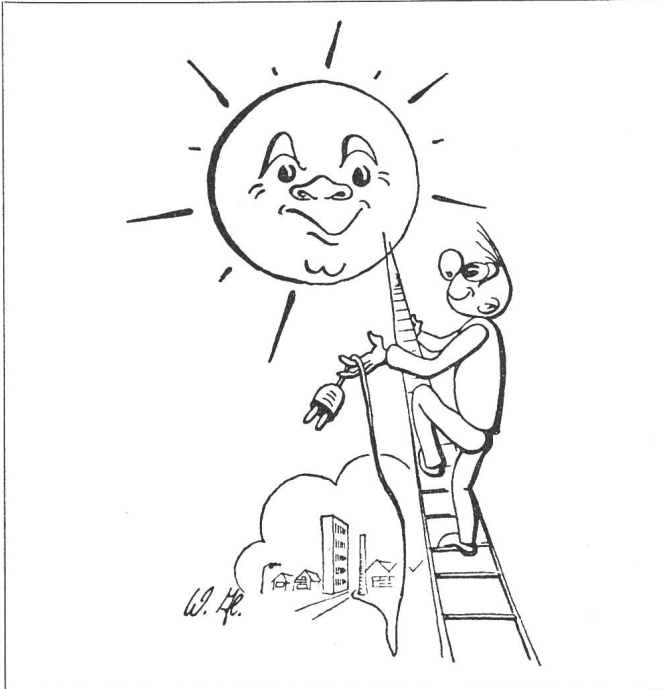
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Diese Rubrik umfasst Veröffentlichungen (teilweise auszugsweise) in Tageszeitungen und Zeitschriften über energiewirtschaftliche und energiepolitische Themen. Sie decken sich nicht in jedem Fall mit der Meinung der Redaktion. Cette rubrique résume (en partie sous forme d'extraits) des articles parus dans les quotidiens et périodiques sur des sujets touchant à l'économie ou à la politique énergétiques sans pour autant refléter toujours l'opinion de la rédaction.



Zeitung für kommunale Wirtschaft, München 13. Oktober 1978

Les significations d'un non

Par une très faible majorité (50,47 %) et un pourcentage de participation relativement peu élevé (64,1 %) pour un sujet de cette importance, les Autrichiens ont refusé la mise en service de la centrale nucléaire de Zwentendorf.

D'un scrutin aussi serré où se sont mêlés politique, économie et atome, il est difficile de tirer des enseignements précis pour l'avenir ou plutôt chacun selon sa tendance aura la possibilité de tirer les conclusions qui le conforteront dans ses positions.

Le premier point que l'on doit cependant mettre en exergue est l'abominable gâchis qui va résulter de cette votation. La centrale, qui était pratiquement en état de fonctionnement et dont le combustible nucléaire avait été acheté, coûtera plus d'un milliard de frais à la communauté autrichienne et ne produira jamais un kilowatt d'électricité. Cela est d'autant plus aberrant que le Parlement s'était déjà prononcé sur le sujet et que le chancelier Kreisky n'était pas obligé de recourir au référendum! En fait, celui-ci ne s'y est résolu que pour des raisons de politique politicienne. Il avait peur, en effet, de perdre des voix lors des prochaines élections si celles-ci se transformaient en «élections nucléaires» et de perdre le pouvoir comme son homologue Olof Palme en Suède.

Ainsi, il a jeté tout son poids politique, de même que celui de son parti dans la bataille, ce qui, d'une manière ou d'une autre, a faussé les résultats. Des opposants au nucléaire ont certainement suivi leur chancelier pour qu'il ne soit pas désavoué et, à l'opposé, des tenants de l'atome ont voté contre, car une défaite des socialistes leur a paru une nécessité première. La «politique de l'atome» des conservateurs n'est guère plus claire. La décision de construire la centrale avait été prise sous un gouvernement conservateur en 1971, et hier, une partie de ceux-ci ont demandé de voter non. En fait, on doit reconnaître qu'en Suède, en Autriche, dans beaucoup de pays et même en Suisse, certains profitent du désarroi de la population face à l'atome pour gagner le pouvoir ou pour ne pas le perdre!

L'intérêt premier du pays ou les convictions profondes des uns et des autres passent de ce fait au second plan. Ce qui devient vital n'est pas de savoir si le nucléaire est indispensable ou dangereux, mais conserver la direction du pays ou la conquérir même si pour ce faire, on risque de mener toute l'économie de la nation à la pénurie. A ce sujet, il est d'ailleurs symptomatique qu'à notre connaissance tous les gouvernements en place (à l'exception de ceux qui ont triomphé en faisant campagne contre le nucléaire), qu'ils soient socialistes, capitalistes, modérés ou progressistes, industrialisés ou en voie de développement, se sont, au vu des besoins spécifiques de leurs économies, prononcés avec plus ou moins de fermeté – selon les réactions de leurs opinions publiques (cf. l'Allemagne fédérale) – pour l'utilisation du nucléaire à fin pacifique, alors que de nombreux partis d'opposition dans l'espoir de gagner des voix aient très (trop) souvent adopté une politique contraire. Il est navrant que la démocratie conduite quelquefois à de tels événements. Il n'en demeure pas moins que le «problème» du nucléaire doit être posé et qu'une réponse doit être trouvée car il traumatise une partie des populations. Trois votes ont récemment eu lieu. A chaque fois, d'une manière ou d'une autre, en Californie, en Suède et en Autriche dimanche, le souverain a dit non avec, il faut le souligner, une très faible majorité.

La raison première de ces refus est la peur. Le nucléaire a été en premier et est toujours une terrifiante arme militaire. Hiroshima est entré comme un poignard dans la conscience humaine et, seule, une information précise de longue haleine permettra de dissocier dans la conscience populaire l'image de la bombe nucléaire de celle de l'utilisation de l'énergie pacifique. Surtout que les opposants profitent à souhait de cette terreur viscérale et essayent de l'ancrer le plus profondément possible. Qui n'a vu ces affiches représentant une bombe atomique pour personnifier la construction d'une centrale nucléaire à but pacifique.

La seconde raison est le manque d'informations ou, du moins, l'impossibilité qu'a une grande partie de la population de juger celles-ci. En effet, à tour de rôle, le représentant d'une tendance ou d'une autre lui affirme, chiffres et démonstrations à l'appui, que l'industrie nucléaire est inutile, dangereuse et polluante ou le contraire. Le doute qui s'installe associé à la peur diffuse qui entoure cette question conduit à ce qu'il s'abstienne ou qu'il se détourne.

Il en est de même pour la question du besoin à long terme du nucléaire pour les économies occidentales. Comment faire comprendre que dans quelques années, sans nouvelles sources d'énergie, l'Europe entière risque de devoir fermer ses usines ou les rationner. On ne peut facilement expliquer la faim à quelqu'un qui n'en a pas souffert, surtout lorsque des voix lui disent qu'il n'en souffrira jamais.

Bien que beaucoup s'y essaieront, il est difficile de prolonger les leçons du référendum autrichien en Suisse où nous devons voter l'initiative sur l'atome l'année prochaine. Il faut cependant s'attendre à ce qu'un certain nombre des réactions subjectives se retrouvent à nouveau chez nous. Au niveau de la peur devant l'inconnu, du désarroi collectif, de l'égoïsme qui demande des centrales autre part que près de chez soi.

Espérons cependant que l'exemple autrichien nous serve de leçon sur un point. Qu'il nous écarte de la démagogie. Pour que chacun puisse se déterminer sur la base d'informations cohérentes et objectives, à l'abri des chasseurs de voix qui, par ce biais, tentent de s'imposer ou d'imposer une idéologie dans laquelle nous ne nous retrouverons pas.

«Agence Economique et Financière», Genève,
le 7 novembre 1978

«Wehe, wenn der Atomstrom einmal versiegt»

Dieses Zitat stammt nicht etwa aus der Broschüre eines Atomstromfabrikanten, sondern aus dem Bulletin Nr. 11 der Eidgenössischen Atomschutzinitiative der Kernkraftwerkgegner. Weiter ist in dieser Schrift zu lesen: «Im gegebenen Fall (wenn

kein Atomstrom mehr) kann die Wirtschaft schlagartig zusammenbrechen, eine vorauszusehende Systementwicklung, vor der unvernetzt denkende Technokraten, Wirtschaftler, Politiker und Gewerkschafter bisher die Augen verschlossen.»

Dieses Zitat wurde im Zusammenhang mit den Uranreserven gemacht. Gegner und Befürworter orakeln heute darüber, ob diese Uranreserven noch bis zum Jahre 2000, 2020 oder 2050 reichen. Warum auch diese Streitereien? Wann der Atomstrom in der Schweiz versiegen wird, ist bei einem allfälligen Ja zur Atomschutzinitiative klar. In dieser Initiative heisst es, dass für die bereits in Betrieb stehenden A-Werke (Beznau I und II, Mühleberg), die gut 20 % unserer Elektrizität liefern, das Konzessionsverfahren nachzuholen ist. Weiter der Initiativtext: «Kann diese Konzession innert dreier Jahre nicht erteilt werden, so ist die Anlage stillzulegen.»

Jedermann, der die Bewilligungspraxis für A-Werke und insbesondere die Verzögerungstaktik der A-Werk-Gegner kennt, weiss, dass ein solches Konzessionsverfahren mehr als drei Jahre dauern wird. Im Klartext heisst das also: Bei einer Annahme der Atomschutzinitiative wird die Schweiz schon 1982 keinen Atomstrom mehr haben. Die Folgen haben die Initianten in ihrem Bulletin selber angetönt!

U. Schnetzler

«Thurgauer Volkszeitung», Frauenfeld, 15. Dezember 1978

Un problème escamoté?

A ma connaissance, jamais débat ne s'est ouvert si tôt sur un objet soumis à consultation populaire. Et jamais débat ne s'est passionné si vite, jusqu'à susciter d'emblée des positions ou des oppositions qui sont littéralement épidermiques, même si elles le sont justement ... Je le regrette et le déplore, car le problème sera finalement escamoté, «politisé», au lieu d'être patiemment étudié.

Je veux naturellement parler ici de l'initiative antinucléaire sur laquelle le peuple suisse devra se prononcer, le 18 février.

Et j'en parle déjà, ni «pour» ni «contre», afin que chacun puisse se préparer face à cette échéance qui suppose une appréciation mesurée de la situation actuelle et des projets envisagés.

En guise d'introduction à ces propos, je voudrais d'abord citer un bref extrait du livre de Jean-Claude Courvoisier, *L'Aube solaire* (aux éditions Pierre Favre, à Lausanne): «Après l'euphorie créée par la découverte du pétrole et de l'extraordinaire simplicité de son usage, l'humanité, qui apprend à faire des comptes, réalise avec stupeur que cela ne durera pas ... En effet, on découvrirait naguère de nouveaux gisements de pétrole à un rythme plus rapide que l'or noir était consommé. Aujourd'hui le rapport est inversé. Il faut bien se rendre à l'évidence. Même sans que les mal nantis émargent au trésor, celui-ci sera épuisé dans une génération» (p. 9/10).

Dès lors, plutôt que de dénoncer aussitôt les méfaits prêtés à l'énergie nucléaire, plutôt que de miser immédiatement sur les ressources attribuées à «l'Aube solaire», j'estime primordial de constater une double certitude: d'une part, les sociétés industrielles consomment énormément d'énergies; d'autre part, les réserves de pétrole ne sont pas illimitées. Bref, par calcul et définition, les puits s'épuisent forcément. Donc, il ne s'agit plus de céder à des passions, mais de revenir à la raison.

En ces lignes, je ne me déclare encore ni adversaire ni partisan de l'énergie nucléaire (le sujet me dépasse d'ailleurs!), je me contente de relever qu'une alternative au pétrole est non seulement nécessaire, mais également urgente ... puisqu'elle s'imposerait dans une génération déjà. C'est pourquoi, je souhaite tant que ce problème ne soit pas escamoté par le biais de tactiques politiques ou d'intérêts privés.

Je n'ignore pas les craintes, les anxiétés, que provoque tout espèce de recours à l'énergie nucléaire – ne serait-ce qu'en raison de l'entreposage des déchets radioactifs – et je les comprends d'autant mieux que d'illustres savants se contredisent sur ce chapitre. J'estime néanmoins que le débat risque d'être faussé par une campagne excessive qui sensibilise plus l'opinion qu'elle n'alimente la réflexion, à force de brandir tantôt la menace de la pénurie d'énergie, tantôt la menace de la radioactivité des déchets.

Pour l'instant, je n'ai pas l'intention d'entrer plus dans la controverse, lourde d'inconnues, je ne demande qu'une chose: de la conscience et de la responsabilité. Car, dans ce colossal tapage qui s'entretient à grand renfort de publications plus ou moins effrayantes, tout me paraît s'entendre, sauf l'essentiel: quelle peut être l'alternative au pétrole, et dans un proche avenir? ...

Je ne prétends pas que l'énergie nucléaire reste la seule réponse à cette question, je réalise uniquement que, pour l'heure, aucune autre solution n'est valablement proposée ni préparée pour la prochaine génération. A mon sens, il ne suffit pas de s'affirmer contre l'utilisation de l'énergie nucléaire, il faut aussi songer à un produit de remplacement du pétrole ... à moins de se réfugier derrière une «croissance zéro» dont tout le monde discute, mais que personne ne veut, ou presque ...

Alors, puisque la campagne est amorcée, puisque les délais sont fixés, que chacun s'efforce de ne pas esquiver le problème. Et rendez-vous au 18 février!

Roger Germanier

«Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais», Sion, le 20 décembre 1978

Keine andere Lösung als Kernenergie

«In der Nordwestecke der Schweiz werden Dinge oftmals anders gesehen als ennet dem Jura.» – Werden sie richtiger gesehen? Schauen wir z. B. den von Ihnen angeschnittenen Problemkreis an, die Kernenergie, bei welchem Sie die negative Einstellung dazu bei der Bevölkerung der Nordwestecke loben, und betrachten ihn sachlich.

Der Gesamtenergieverbrauch der Region Basel ist nicht rückläufig, sondern er steigt und ist somit mitbeteiligt am Energiewachstum der Schweiz von ca. 3000 bis 4000 GWh jährlich (1 GWh, Giga-Wattstunde gleich 1 Mio kWh).

Die Region bezieht einen beträchtlichen Teil der elektrischen Energie von den Bernischen Kraftwerken. Dass dabei über 30 % aus dem KKW Mühleberg stammt, schmälert unser angenehmes Leben mit Eisschrank, Heizung, Klimaanlage, Wassergewinnung, Abwasserreinigung und so fort nicht.

Zusammenfassend gesagt: Wir verbrauchen Energie, doch herstellen wollen wir sie nicht.

Dazu ist zu bedenken, dass die Bereitstellung von Energie nicht nur ein technisches Problem ist. Ein Blick auf die Gesamtwirtschaft eines Landes zeigt, dass der Energie ein sozialer Charakter zukommt, d. h. sie ist ein wesentlicher Faktor im Zusammenspiel verschiedener Kräfte, die eine menschliche Gesellschaftsordnung prägen.

So wird der Lebensstandard einer Gesellschaft von Menschen heute hauptsächlich durch zwei Grössen bestimmt:

1. durch das einer Gesellschaft zur Verfügung stehende Energiebudget,

2. durch die Verteilung dieses Budgets innerhalb dieser Gesellschaft.

Diejenigen, die vom Energiebudget ausgeschlossen sind, leben unter dem Existenzminimum. Können wir es uns in der Region Nordwestschweiz leisten, keine Energieproduktion zu besitzen? In den achtziger Jahren ist mit einer Verknappung des Erdöls zu rechnen. Wenn die Erdölaufuhren um 15 % zurückgehen, gibt es in der Schweiz mindestens 140 000 Vollarbeitslose und 350 000 Kurzarbeitslose (Zahlen: GEK). Es gilt also, möglichst viel Erdöl durch andere Energieträger zu ersetzen, um dem entgegenzuwirken.

Sonnenenergie ist heute nur zum Herstellen von warmem Wasser verwendbar.

Kohle produziert Tausende von Tonnen Schwefeldioxid, Stickoxide, Staub und Schlacke, wobei bei einer derartigen Verschmutzung der Atmosphäre ernsthaft mit der Möglichkeit einer tiefgreifenden Klimaänderung zu rechnen ist. Das Bewohnen der bisherigen Kulturzonen wird dadurch im kommenden Jahrhundert in Frage gestellt.

Deshalb gibt es mittelfristig keine andere Lösung als die Kernenergie. Auf der Welt sind über 400 Kernkraftwerke in Betrieb. Sie haben noch keine Menschenleben gekostet und auch keine radioaktive Verseuchung verursacht.

Die Bewohner ennet dem Jura denken zweifellos etwas weiter als wir Juranordfussbewohner!

S. R. Rippstein, Flüh

«Basler Volksblatt», Basel, 24. November 1978

L'année nucléaire

Le moratoire nucléaire écarté par le Conseil national, le prochain grand débat se déroulera au niveau populaire. S'ouvre donc maintenant ce que l'on pourrait appeler l'année nucléaire puisque, fin février, il conviendra de se prononcer sur l'initiative contre les centrales nucléaires et, plus tard, sur la loi révisée sur l'énergie atomique.

Pour l'heure, il faut savoir que notre pays continue d'accroître sa consommation d'électricité: +3,1 % durant l'année hydrologique 1977/78. Et la répartition de la production nous indique que 77,5 % des kWh sont fournis par les centrales hydrauliques, seulement 4,1 % par les centrales thermiques classiques et près d'un cinquième (18,4 %) par les centrales nucléaires; ces dernières, augmentant leur production de 4,2 % en un an dans le même temps que les centrales thermiques classiques, voyaient leur production baisser de 8 %.

Il est vrai aussi que, en raison de conditions hydrologiques légèrement supérieures à la moyenne et de conditions de production très favorables des centrales nucléaires, on enregistre un excédent de production: on a exporté deux fois plus d'énergie qu'on en a importé.

N'empêche que, au-delà des fluctuations annuelles de production influencées principalement par les conditions hydrologiques, il reste que la consommation ne cesse de croître. Si l'on prend en considération la longue période qui va de 1949/50 à 1977/78, le taux d'accroissement annuel moyen est de 4,93 %. En 28 ans, une seule année se signale par une baisse de consommation, l'année 1974/75, la plus dure depuis la récession économique. Depuis lors, l'accroissement fut de 0,72 % l'année suivante, de 5,2 % en 1976/77 et de 3,1 % en 1977/78.

Tout cela, ce sont des faits. Max Syfrig
«Tribune de Lausanne / Le Matin», Lausanne, le 8 décembre 1978

Statistische Mitteilungen – Communications statistiques



Landesindex der Konsumentenpreise – L'indice suisse des prix à la consommation

	Januar Janvier	Februar Février	März Mars	April Avril	Mai	Juni Juin	Juli Juillet	August Août	Sept.	Okt. Oct.	Nov.	Dez. Déc.
Totalindex/Indice total 1977	167,4	167,5	167,2	167,4	167,3	168,4	168,5	168,5	168,6	...	...	...
1977	...	...	...	...	...	...	...	...	100,0	100,2	100,1	100,3
1978	100,3	100,4	100,5	100,7	100,8	101,0	101,0	101,1	100,8	100,6	100,8	101,0

Jahresdurchschnitt 1978 (neue Basis) – Moyenne annuelle 1978 (nouvelle base): 100,7

Mittlere Marktpreise – Prix moyens

Flüssige Brenn- und Treibstoffe – Combustibles et carburants liquides

		November 1978 Novembre 1978	Vormonat Mois précédent	Vorjahr Année précédente	
Bleibenzin ¹⁾	Benzine pure/Benzine éthyliée ¹⁾	Fr./100 l	85.—	79.—	80.—
Dieselöl für strassen- motorische Zwecke ²⁾	Carburant Diesel pour véhicules à moteur ²⁾	Fr./100 kg	97.10	90.10	98.—
Heizöl Extraleicht ²⁾	Huile combustible légère ²⁾	Fr./100 kg	30.80	23.80	31.10
Heizöl Mittel ²⁾	Huile combustible moyenne (III) ²⁾	Fr./100 kg	19.80	18.80	27.10
Heizöl Schwer ²⁾	Huile combustible lourde (V) ²⁾	Fr./100 kg	17.—	16.—	24.80

¹⁾ Konsumenten-Zisternenpreise, franko Schweizer Grenze Basel, verzollt inkl. Wust, bei Bezug in einzelnen Bahnkesselwagen.

²⁾ Konsumenten-Zisternenpreise (Industrie), franko Basel-Rheinhafen, verzollt exkl. Wust.

¹⁾ Prix citerne pour consommateurs, franco frontière suisse Bâle, dédouané, ICHA compris, par commande d'au moins 1 wagon-citerne d'environ 15 t.

²⁾ Prix pour consommateurs, franco Bâle-port, dédouané, ICHA non compris.

Metalle – Métaux

		Nvember 1978 Novembre 1978	Vormonat Mois précédent	Vorjahr Année précédente	
Kupfer/Wirebars ¹⁾	Cuivre (fils, barres) ¹⁾	Fr./100 kg	251.—	224.—	262.—
Thaisarco-Zinn ²⁾	Etain (Thaisarco) ²⁾	Fr./100 kg	2475.—	2320.—	2865.—
Blei ¹⁾	Plomb ¹⁾	Fr./100 kg	136.—	126.—	147.—
Rohzink ¹⁾	Zinc ¹⁾	Fr./100 kg	121.—	111.—	125.—
Roh-Reinaluminium für elektrische Leiter in Masseln 99,5 % ³⁾	Aluminium en lingot pour conducteurs électriques 99,5 % ³⁾	Fr./100 kg	280.—	280.—	280.—

¹⁾ Preis per 100 kg franko Basel, verzollt, bei Mindestmengen von 50 t.

²⁾ Preis per 100 kg franko Basel, verzollt, bei Mindestmengen von 5 t.

³⁾ Preis per 100 kg franko Empfangsstation bei 10 t und mehr.

¹⁾ Prix par 100 kg franco Bâle, marchandise dédouanée, chargée sur wagon, par quantité d'au moins 50 t.

²⁾ Prix par 100 kg franco Bâle, marchandise dédouanée, chargée sur wagon, par quantité d'au moins 5 t.

³⁾ Prix par 100 kg franco gare destinataire, par quantité de 10 t et plus.